

Dernier conseil d'Association UE-Turquie

mercredi 27 avril 2005

XINHUANET

LUXEMBOURG, 26 avril - « *Notre conseil d'Association UE-Turquie d'aujourd'hui est le dernier avant que nous n'entrons dans une nouvelle phase de relations entre l'Union et la Turquie, lorsqu'il s'agira de lancer les négociations d'adhésion le 3 octobre 2005, ainsi que l'a prévu le Conseil européen du 17 décembre 2004* », a déclaré mardi à Luxembourg le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et président en exercice du Conseil de l'Union européenne, Jean Asselborn.

La présidence se félicite à cet égard que le protocole relatif à l'adaptation de l'accord d'Ankara « *soit à présent paraphé par la Turquie et nous attendons sa signature et sa mise en œuvre* ».

Selon lui, la signature du protocole relatif à l'adaptation de l'accord d'Ankara, qui tient compte de l'adhésion des dix nouveaux Etats membres, représente un pas important vers la normalisation des relations bilatérales entre la Turquie et tous les Etats membres de l'Union européenne.

« *Certaines questions continuent à nous préoccuper, notamment la liberté religieuse, la protection des minorités et l'exercice des droits culturels, les droits sociaux et la non discrimination, ainsi que les relations entre la société civile et l'armée. Nous reconnaissons le paquet de réformes adopté par la Turquie au cours des deux dernières années* », a fait remarquer M. Asselborn.

La Commission européenne soumettra sans doute au cours du mois de juin un projet de mandat de négociation à la Présidence. « *La Présidence luxembourgeoise aura à cœur de faire avancer le plus vite possible les travaux sur ce texte afin de permettre l'ouverture des négociations dans les meilleures conditions* », a-t-il poursuivi.

Selon le ministre, la vitesse avec laquelle progresseront les négociations d'adhésion dépendra du rythme du processus de réforme. Une mise en œuvre résolue, effective et globale des réformes sera déterminante pour le succès de l'ensemble du processus d'adhésion.

Concernant Chypre, la présidence a rappelé sa disponibilité à soutenir de nouvelles initiatives pour un règlement de la question dans le cadre des Nations Unies.